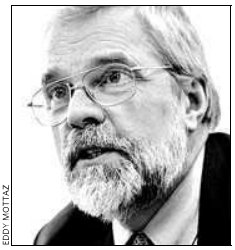
Le Temps
Jeudi 13 novembre 2014

JÉRÔME BRÉZILLON/TENDANCE FLOUE

«Nous traversons une crise de surproduction – longuement occultée par la croissance de la dette – non de sous-production.» ARCHIVES

Les déséquilibres qui se sont accumulés dans l'économie sont souvent des injustices, estime Paul Dembinski. L'économiste propose des solutions «sociales-chrétiennes» au-delà de la dichotomie Etat-marché

Un credo solidaire



EDDY MOTTAZ

Paul Dembinski: «L'Occident souffre d'une crise des valeurs.»

Emmanuel Garessus

C'est au bistrot du Kunsthaus de Zurich que Paul Dembinski, professeur d'économie, nous convie pour discuter d'économie et de morale. Un lieu atypique comme le parcours et l'approche éclectique du directeur de l'Observatoire de la Finance à Genève. Dans un livre disponible en anglais et à paraître prochainement en français*, ce Polonais de souche qui a étudié à Genève et enseigne à Fribourg dénonce une série d'idées qui ont évincé la dimension humaine et éthique des rapports économiques.

L'ouvrage s'inscrit dans le prolongement de *Finance servante ou finance trompeuse?* (publié en 2008). Cette analyse du rôle de la finance, parue avant la crise, recourt aux mêmes instruments qui lui avaient permis, avant la chute du communisme, de mettre en lumière les causes de l'échec des économies planifiées dans *Les économies planifiées – la logique du système* (1988).

Dans sa thèse centrale, le professeur se demande aujourd'hui si les asymétries de tout ordre qui se sont accumulées dans l'économie mondiale ne sont pas en fait des injustices. Les indicateurs de solitude (15% en France), par exemple, sont «le meilleur signe de déchéance de la société occidentale», selon Paul Dembinski. On passe ainsi d'une analyse économique à une approche éthique. Et ici l'enseignement social-chrétien peut servir de boussole: solidarité, subsidiarité, destination universelle des biens sont autant de «vertus sociales» et de piliers nécessaires au bien commun, lequel n'est ni l'intérêt général ni l'équilibre efficient des économistes.

Les solutions de Paul Dembinski se placent à mille lieues du «plus d'Etat» ou du «plus de marché». Car tous deux sont surdimensionnés et contribuent à déchiqueter le tissu sociétal, estime-t-il. L'économiste plaide «pour que la société se muscle dans sa dimension solidaire».

Il juge «absurde» que l'Etat mine les responsabilités naturelles – notamment familiales – en les remplaçant par des transferts. En Suisse, les dépenses sociales obligatoires s'élèvent à 26% du PIB. «Impossible d'aller au-delà», fait-il observer. C'est la limite absolue et le signe d'un dysfonctionnement social (mais pas économique). Certaines régions d'Afrique n'existeraient plus si elles vivaient uniquement de ce que capte le PIB. La qualité du tissu de solidarité naturelle fonctionne mieux en Afrique qu'en Occident, souligne-t-il. «La Pologne de l'époque du Rideau de fer – comme tous les autres «absurdistans» – n'aurait pas survécu sans ce deuxième circuit para-économique», déclare ce natif de Cracovie.

Face à son café, l'économiste fronce les sourcils et se lance dans une attaque surprenante du «laudatio» du Prix Nobel d'économie 2014 Jean Tirole. Ce document reconnaît que le professeur toulousain a bâti son œuvre sur les hypothèses d'homo oeconomicus égoïste et rationnel sans les discuter. En bref, «de nouveau Prix Nobel ne s'est livré qu'à un exercice de style», critique-t-il. «On bâtit un château de sable sur des hypothèses qui ne tiennent pas la route», lance notre interlocuteur. Et de conclure: «C'est bien d'entraîner la jeunesse à un exercice intellectuel rigoureux, mais pas de créer la confusion entre la réalité, l'exercice de style et le monde souhaitable.» L'économiste plaide non seulement pour une modification des programmes mais, avant tout, de la mentalité de la profession.

«A force d'être martelés au fil des générations, ces concepts ont pris une dimension prescriptive et normative», regrette un homme qui, depuis trente ans, enseigne «l'économie autrement». Paul Dembinski propose que l'économie à l'université prenne un triple virage: historique d'abord, afin d'apprendre à relativiser. La théorie enseignée prétend précisément offrir une explication universelle comme si l'activité économique avait lieu hors des institutions, des mentalités et croyances voire des techniques propres à chaque époque. Or, à l'évidence, la réalité sociale du XXIe siècle n'est en rien comparable à celle du Moyen Age. Le deuxième virage est épistémologique. «Quel est le statut du savoir? Qu'est-ce qui permet de savoir et de ne pas savoir?» Ces questions sont autant d'avertissements, elles méritent d'être abordées dans les lieux du savoir, mais «l'étudiant n'y passe pas cinq minutes actuellement», regrette ce professeur.

La troisième direction nécessaire est anthropologique: quel est le modèle d'homme sur lequel nous fonctionnons?

Ce nouvel essai sur la pensée chrétienne se veut un programme d'action en ligne avec l'enseignement social-chrétien. Ces principes peuvent avoir une implication et une application aujourd'hui. Comment? «D'abord, se mettre en mouvement, où qu'on se trouve, à son échelle, et ne pas attendre un deus ex machina qui changerait le «système», déclare-t-il. Le but consiste à faire intervenir les valeurs chrétiennes dans la vie économique, dans l'intégration au marché du travail comme dans l'analyse de l'utilité des produits vendus. «Les supermarchés seraient moins pleins, mais le niveau de vie ne serait pas moindre», explique le professeur. Ce même regard moral devrait porter aussi bien sur l'endettement que sur le sens donné au travail et sur la solidarité au sein des familles et entreprises, notamment entre le travail et le capital.

La dimension chrétienne et humaniste de l'auteur se lit dans son approche de la solidarité. Il refuse de la mesurer uniquement à l'aune des transferts sociaux ou des inégalités de revenu. «La solidarité est multidimensionnelle et se définit par le partage de ce qui est essentiel à la plénitude de l'humanité: ressources rares, monétaires ou non, autant que les liens sociaux et l'amitié», explique-t-il. C'est cet ensemble qui fait lien au sein d'un groupe.

Le premier niveau de solidarité existe dans la famille au sens large. «C'est l'endroit qui génère ce que l'argent – ni public ni privé – ne peut acheter, le lieu d'émergence de la dignité humaine», écrit-il. Or cette solidarité familiale tend à disparaître des pays occidentaux, ainsi qu'en témoigne la multiplication des ménages monoparentaux et des lieux de résidence spécialisés.

L'Etat a un rôle à jouer en termes de solidarité, mais il n'est pas identique à celui que lui accorde le socialisme: «Les autorités publiques ne devraient pas oublier que leur rôle est d'être au service des familles et des communautés, de les renforcer et non pas de se substituer à elles», déclare-t-il en élevant la voix.

Pour l'essayiste, les niveaux suivants de solidarité chrétienne doivent se traduire par un marché du travail inclusif, par des transferts publics et par la philanthropie.

L'aspect matériel n'est pas primordial. «Si la famille fonctionne bien, ainsi que les relations avec les voisins, et si le marché du travail est intégrateur, les transferts sociaux pourraient être superflus», fait valoir le professeur d'économie. C'est une confusion forte dans le discours occidental, y compris chrétien, d'identifier la solidarité à l'Etat, ajoute-t-il.

L'essayiste se défend de livrer une critique du progrès. C'est la profusion d'inutilité qu'il dénonce: «J'ai rencontré des entrepreneurs qui ont dit avoir renoncé à lancer des produits vendables mais inutiles.» La durée de vie d'un produit, la mode, la course à la sacro-sainte innovation sont, à son avis, fréquemment synonymes d'une manipulation du consommateur par les mastodontes mondiaux asservis à leurs actionnaires.

La finance ne ressort pas indemne de cet ouvrage. Toutefois, si c'est par elle que la crise est arrivée, le diagnostic va plus loin: «Au fond, c'est d'une crise de valeurs qu'il s'agit.» La société occidentale a été longtemps demandeuse de finance. Le secteur a répondu par un développement technologique et un gonflement impressionnant de tous ses acteurs. L'euphorie financière a nourri le surendettement, non seulement des Etats, mais aussi des ménages. «Nous traversons une crise de surproduction – longuement occultée par la croissance de la dette – non de sous-production», pointe-t-il. Si pour chaque dollar (ou euro) de produit additionnel 3 dollars de crédit ont vu le jour, c'est qu'il y avait bel et bien un problème de capacité d'absorption. Aujourd'hui, la stabilisation de la dette refroidit forcément la machine économique. Bien qu'un dégonflement de la finance semble se préparer, le désastre sociétal risque d'arriver avant.

> «Les autorités publiques ne devraient pas oublier que leur rôle est d'être au service des familles»

La perspective d'une baisse de 10% de l'activité économique paraîtrait incongrue si Paul Dembinski ne l'associait à une meilleure utilisation du temps de chacun de nous, par exemple dans la vie familiale, associative ou de quartier. «La valeur ajoutée en termes de bonheur social serait infiniment plus forte que les fractions supplémentaires de PIB», explique le professeur. Il rejette donc clairement les politiques de relance de la demande.

La solution au surendettement devrait prendre la forme d'une restructuration de la dette publique et, parfois aussi, privée. «Sinon, on ne pourra pas s'en sortir», observe-t-il. Cette restructuration impliquera une destruction d'actifs. L'heure est donc moins à la relance qu'à la préparation des moyens comptables et temporels destinés à l'amortissement de ce choc qu'il faudra étaler sur dix ans au moins. Aujourd'hui, la politique monétaire est une «politique de congélation». «Mais le pompier commet d'énormes dommages collatéraux. Dans l'aquarium monétaire, les prix des actifs sont dénaturés parce que gonflés sans commune mesure», indique-t-il. L'Europe oppose réforme et austérité, mais c'est une alternative illusoire, selon notre interlocuteur. Comment évaluer ce besoin de frugalité? La question devrait être posée autant aux institutions qu'aux individus. Aujourd'hui, le mieux est synonyme de plus. «C'est une fausse lecture de l'humanité à travers laquelle l'économie a surimposé son regard», juge l'essayiste. «L'homme ne vit pas seulement de pain…»

*** «Beyond the Financial Crisis: Towards a Christian Perspective for Action»** (disponible en anglais gratuitement sur www.fciv.org). Il a été écrit (avec S. Beretta – Milano) sur demande de la Fondation Caritas in Veritate (Genève). Les adaptations en diverses langues – dont le français – sont en cours.